



Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

SPA DU CENTRE

31 12 2020



SPA DU CENTRE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

20 CHEMIN DU PONT COTELLE
45100 ORLEANS
R.C.S. ORLEANS 775 514 045

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Aux adhérents

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Association SPA DU CENTRE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020 , tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association SPA DU CENTRE à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

a) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes normés pour trois exercices prévue à l'article L 823-12-1 du code de commerce. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos contrôles ont plus particulièrement porté sur :

- le rapprochement des montants en comptabilité avec les pièces justificatives.

IV. Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour trois exercices prévue à l'article L 823-12-1 du code de commerce.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Outre l'incidence des faits exposés dans la première partie de ce rapport, la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part les observations suivantes :

- l'article 4 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 n'ont pu être mis en œuvre,

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments que nous estimons suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- nous apprécions le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette

appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de notre rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous attirons l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, nous formulons une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- nous apprécions la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 01 12 2021

Pour FCN



Nicolas BROU

Commissaire aux Comptes

Inscrit au tableau de la compagnie régionale
des commissaires aux comptes d'Orléans

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/20	Net au 31/12/19
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et				
Immobilisations corporelles				
Terrains	97 500		97 500	97 500
Constructions	965 199	308 284	656 915	679 365
Installations techniques, matériel et outilla	8 993	8 993		
Autres immobilisations corporelles	807 865	523 510	284 355	358 659
Immob. en cours / Avances et acomptes				1 322
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	1 879 557	840 787	1 038 770	1 136 846
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur comman				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Autres créances				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	662		662	662
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	402 706		402 706	468 405
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	403 368		403 368	469 067
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	2 282 925	840 787	1 442 138	1 605 913



Bilan

	Net au 31/12/20	Net au 31/12/19
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 547 502	1 604 978
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE	-159 438	-57 475
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	1 388 065	1 547 502
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Provisions pour risques	6 700	6 700
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6 700	6 700
Fonds dédiés sur subventions		
Fonds dédiés sur autres ressources		
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
<i>Emprunts</i>		
<i>Découverts et concours bancaires</i>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 686	17 817
Dettes fiscales et sociales	26 614	33 820
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	74	74
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
DETTES	47 374	51 711
Ecart de conversion - Passif		
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	1 442 138	1 605 913



Compte de résultat

	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	%	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises			3		-3	-100,00
Production vendue	138 932	99,21	266 533	99,48	-127 601	-47,87
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	1 100	0,79	1 400	0,52	-300	-21,43
Reprises et Transferts de charge			17	0,01	-17	-100,00
Cotisations						
Autres produits	1 079	0,77	15	0,01	1 064	NS
Produits d'exploitation	141 111	100,77	267 967	100,01	-126 856	-47,34
Achats de marchandises						
Variation de stock de marchandises						
Achats de matières premières	14 474	10,34	20 359	7,60	-5 885	-28,91
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés et charges exte	127 559	91,09	129 046	48,16	-1 488	-1,15
Impôts et taxes	6 882	4,91	6 088	2,27	794	13,04
Salaires et Traitements	46 099	32,92	69 526	25,95	-23 428	-33,70
Charges sociales	4 438	3,17	3 724	1,39	714	19,16
Amortissements et provisions	101 158	72,24	100 596	37,54	562	0,56
Autres charges	121	0,09	815	0,30	-694	-85,16
Charges d'exploitation	300 730	214,76	330 155	123,22	-29 425	-8,91
RESULTAT D'EXPLOITATION	-159 619	-113,99	-62 188	-23,21	-97 431	156,67
Opérations faites en commun						
Produits financiers	368	0,26	388	0,14	-20	-5,10
Charges financières						
Résultat financier	368	0,26	388	0,14	-20	-5,10
RESULTAT COURANT	-159 251	-113,73	-61 800	-23,07	-97 451	157,69
Produits exceptionnels	4 000	2,86	4 577	1,71	-577	-12,61
Charges exceptionnelles	4 098	2,93	159	0,06	3 939	NS
Résultat exceptionnel	-98	-0,07	4 418	1,65	-4 516	-102,23
Impôts sur les bénéfices	88	0,06	93	0,03	-5	-5,38
Report des ressources non utilisées						
Engagements à réaliser						
EXCEDENT OU DEFICIT	-159 438	-113,86	-57 475	-21,45	-101 962	177,40



Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : SPA DU CENTRE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 1 442 138 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 159 438 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur associatif .

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 40 à 50 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Règles et méthodes comptables

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie



Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	1 876 475	4 404	1 322	1 879 557
Immobilisations financières				
Total	1 876 475	4 404	1 322	1 879 557
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	739 629	101 158		840 787
Immobilisations financières				
Total	739 629	101 158		840 787
ACTIF NET				1 038 770



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de re					
Fonds propres avec droit de re					
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 604 978	-57 475			1 547 502
Report à Nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	-57 475	57 475		159 438	-159 438
Situation nette	1 547 502			159 438	1 388 065
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commo					
TOTAL	1 547 502			159 438	1 388 065

Provisions



Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	6 700				6 700
Total	6 700				6 700
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation Financières Exceptionnelles					


 AUDITÉ PAR
FCN

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 47 374 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 686	20 686		
Dettes fiscales et sociales	26 614	26 614		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	74	74		
Produits constatés d'avance				
Total	47 374	47 374		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				



Charges à payer

	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	16 209
Provision congés payés	5 853
Provision charges congés	1 131
Etat - impôts et taxes à payer	16 723
Total	39 915

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2020
Reprise	3 128
Abandon	2 917
Garde	14 085
Adoption	60 541
Adhesion	3 340
Dons	54 921
TOTAL	138 932

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 900 euros

Honoraire des autres services : 0 euros



Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

L'association n'a pas mis en place de système de décompte et de valorisation des heures de bénévolat.



32 bureaux en France

Expertise Comptable

- » Établissement des comptes
- » Prévisionnels
- » Tableaux de bord

Commissariat aux Comptes

- » Audit
- » Commissariat aux apports

Conseils aux Entreprises

- » Droit des Sociétés
- » Droit Social
- » Gestion Patrimoniale



14 rue de la Manufacture - 45160 – OLIVET – Tél. 02 38 88 12 97
Fax 02 38 43 95 81 – E-mail : orleans@fcn.fr – www.fcn.fr



Société Anonyme au capital de 10.758.176 Euros-Siège Social :45 rue des Moissons BP. 428 51065 Reims Cedex - RCS REIMS B 337 080 089 APE 6920Z
Société d'Experts-Comptables inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région de Champagne - Société de Commissaires aux Comptes, membre de la Compagnie Régionale de Reims
Membre de la MGI, Association Internationale d'Experts-Comptables-Société référencée au PCAOB